CLIMAT : LA RÉPRESSION COMME DÉNI

Photo par Jorge Guerrero/AFP via Getty Images.

Des activistes s'allongent sur le sol sec lors d'une manifestation de Global Climate Action dans le réservoir de La Vinuela, en Espagne, le 22 mars 2023.

La nécessité d'agir face à la crise climatique n'a jamais été aussi évidente. 2023 a été l'**année la plus chaude de tous les temps** et a apporté les preuves les plus évidentes des conséquences du changement climatique sur nos vies. On a l'impression de recevoir chaque semaine des nouvelles à propos du dernier événement météorologique extrême, qui met en péril d'innombrables vies et affecte le plus durement les personnes les plus vulnérables. En juillet, le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU), António Guterres, a sinistrement **annoncé** « l'ère de l'ébullition mondiale ».

Les mesures prises par les États et le secteur privé sont largement insuffisantes. Les plans actuels de réduction des émissions de gaz à effet de serre ne suffisent pas pour atteindre l'objectif de l'accord de Paris de limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,5 degré par rapport aux niveaux préindustriels. Les entreprises du secteur des combustibles fossiles engrangent des bénéfices considérables et consacrent très peu d'argent aux énergies renouvelables, tandis que les gouvernements continuent d'approuver de nouveaux projets extractivistes. La lutte contre le changement climatique ne reçoit toujours pas assez de financement international.

C'est la société civile qui lance le plus d'appels pour rompre le cycle destructeur. Depuis longtemps, elle avertit et sensibilise le public à la nécessité d'agir pour le climat. En 2023, ces appels ont été plus forts que jamais, mais ils ont été de plus en plus repoussés. Même dans les pays qui respectent largement les libertés civiques, il est de plus en plus difficile de manifester pour exiger une action en faveur du climat. Dans les pays du Sud global, les défenseurs du climat et de l'environnement qui travaillent à proximité des sites d'extraction sont confrontés à une violence considérable.

Il devient de plus en plus difficile pour la société civile d'exiger des mesures en faveur du climat, et la fenêtre d'action qui permettra de faire la différence est en train de se fermer. La répression de l'activisme climatique doit être reconnue comme une forme de déni climatique.

Le déni climatique pur et simple se raréfie et prend des formes de plus en plus subtiles, comme le fait que les États et les entreprises retardent leur action, exacerbent les risques des réformes qui s'avèrent nécessaires et encouragent des actions symboliques limitées. La société civile reconnaît ce déni pour ce qu'il est et exige sa cessation : en conséquence, elle est prise pour cible.

2023 A ÉTÉ L'ANNÉE LA PLUS CHAUDE JAMAIS ENREGISTRÉE – 1,48 DEGRÉ DE PLUS QUE LA MOYENNE À LONG TERME

ENVIRON 7% DU PIB MONDIAL ONT ÉTÉ INVESTIS DANS DES ACTIVITÉS AYANT UN IMPACT NÉGATIF DIRECT SUR L'ENVIRONNEMENT

LES ÉMISSIONS DE CARBONE LIÉES AUX INCENDIES DE FORÊT ONT AUGMENTÉ DE 30% AU NIVEAU MONDIAL

LES FORCES ARMÉES REPRÉSENTENT 5,5% DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

AU MOINS 2.456 LOBBYISTES DES COMBUSTIBLES FOSSILES ÉTAIENT PRÉSENTS À LA COP28

COP28 : UN PAS EN AVANT, MAIS ENCORE BEAUCOUP DE CHEMIN À PARCOURIR

Le déni climatique intervient également quand ont permet que les principaux États et entreprises du secteur des combustibles fossiles exercent une influence indue sur les processus politiques. Lorsque les sommets sur le climat se tiennent dans des pays où les industries des combustibles fossiles sont importantes et où l'espace civique est fermé, cela empêche la société civile de jouer son rôle légitime. Et cela arrive sans cesse.

Alors que l'année re réchauffement record arrivait à terme, tous les regards se sont tournés vers le sommet sur le climat COP28, accueilli pour la deuxième année consécutive par un État avec l'espace civique fermé. Les Émirats arabes unis (EAU), pays dont la pierre angulaire de l'économie est l'extraction de pétrole et de gaz, ont suivi les traces de l'Égypte, hôte de la **COP27**. Et cela se reproduira en 2024 : la COP29 sera accueillie par l'Azerbaïdjan, autre État pétrolier dont l'espace civique est fermé.

L'espace civique lors des COP est important car ces réunions sont des points de ralliement annuels clés pour la défense d'intérêts, où les représentants étatiques sont obligés de s'asseoir autour de la table et de se confronter à la réalité du changement climatique. La société civile doit être présente, capable de s'exprimer et de demander des comptes aux États sur les accords qu'ils ont signés.

Ce qui a rendu la COP28 plus importante que la plupart des autres, c'est qu'elle était centrée sur le **bilan mondial** - la première évaluation complète de l'état d'avancement depuis l'Accord de Paris de 2015. Ce bilan a montré clairement à quel point les efforts déployés sont insuffisants : si les engagements actuels sont mis en œuvre, les températures augmenteront de 2,4 à 2,6 degrés. Cela exposerait des **millions de personnes supplémentaires** à des catastrophes et signifierait potentiellement un **point de basculement** vers un changement climatique incontrôlé. Le seul moyen d'empêcher est à travers d'une réduction beaucoup plus importante et plus rapide des émissions de gaz à effet de serre, et on n'y parviendra qu'en maintenant les combustibles fossiles dans le sol.

Grâce au plaidoyer de la société civile, les États présents à la COP28 ont finalement été contraints de reconnaître ce qui était manifeste. Aussi invraisemblable que cela puisse paraître, près de trente ans après l'adoption de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) en 1992, la déclaration finale du sommet a reconnu pour la première fois la nécessité de s'éloigner des combustibles fossiles.

> L'influence la plus importante de la société civile s'est exercée au niveau de l'établissement de l'ordre du jour. L'élimination progressive des combustibles fossiles n'a jamais été un point officiel de l'ordre du jour de cette COP, mais nous avons réussi à en faire le sujet numéro un du bilan mondial et le principal critère de réussite.
> Le rôle de la société civile dans l'établissement de l'ordre du jour de la COP28 a été cruciale, parvenant à réorienter l'attention des gouvernements mondiaux vers le besoin urgent d'une élimination progressive des combustibles fossiles alignée sur la limite de réchauffement de 1,5 degré de l'Accord de Paris. Ce déplacement de l'attention, qui s'est maintenu pendant près de deux semaines, a constitué une réussite sans précédent lors d'un sommet de l'ONU sur le climat. Il n'est plus possible de revenir en arrière : malgré la faiblesse du langage employé, la déclaration a clairement annoncé la fin de l'ère des combustibles fossiles.
>
>
> **KAISA KOSONEN**
> Greenpeace Nordic

Un accord truffé de réserves

Comme toujours, le diable se cache dans les détails. Les décisions de la COP sont prises par consensus plutôt que par vote, ce qui tend à produire des accords du plus petit dénominateur commun, puisque n'importe quel État peut insister pour édulcorer le texte. Les États pétroliers – notamment l'Arabie saoudite – ont largement profité de cette règle au fil des ans. Ainsi, même si le plaidoyer de la société civile a porté ses fruits, avec 130 des 198 parties à la CCNUCC ayant soutenu l'engagement de « supprimer progressivement » les combustibles fossiles, le **texte final**, plus faible, n'engage qu'à « engager une transition » hors de ces combustibles.

L'accord a fini par proposer plutôt une liste de courses, les États étant invités à « contribuer » à la transition vers l'abandon des combustibles fossiles en tant qu'une des huit méthodes possibles pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. L'Alliance des petits États insulaires, dont beaucoup sont confrontés à la menace existentielle que représente l'élévation du niveau de la mer, a dénoncé une « **litanie de lacunes** » dans l'accord.

L'accord contient un engagement bienvenu à « accélérer l'action au cours de cette décennie critique », car pour faire avoir de véritables effets, les émissions doivent être réduites au plus tôt possible. Mais la référence aux combustibles fossiles se concentre uniquement sur leur rôle dans les « systèmes énergétiques », une formulation qui semble laisser une marge de manœuvre pour les conserver dans tout autre domaine, y compris l'agriculture, l'industrie et les transports, ainsi que dans la défense. Les émissions militaires, d'une ampleur considérable compte tenu des nombreux conflits actuels, sont exemptées de l'accord de Paris.

Ensuite, l'accord fait référence au potentiel de captage et de stockage du carbone. Cela est une idée poussée par l'élite pétrolière et gazière, avec les Émirats arabes unis en tête, alors même que les scientifiques affirment que la technologie n'a pas fait ses preuves, qu'elle n'est probablement pas extensible et qu'elle ne sera peut-être jamais qu'en partie efficace. Ce n'est qu'un fantasme qui permet de poursuivre l'extraction.

Il y a bien d'autres problèmes. Bien que l'accord s'engage à tripler la capacité des énergies renouvelables et à doubler l'efficacité énergétique, des détails cruciaux ne sont pas définis. La référence faite aux « énergies de transition » pourrait être utilisée pour justifier l'expansion de l'extraction du gaz. Le texte sur le charbon, le combustible fossile le plus polluant, ne va pas plus loin que celui de la **COP26**. Et en ce qui concerne l'énorme problème des subventions aux combustibles fossiles, le texte est truffé de réserves : il fait référence aux subventions « inefficaces », laissant la libre interprétation aux États sur ce que cela signifie.

Processus défectueux

En fin de compte, le texte, tout en présentant quelques avancées, révèle les limites des COP. À elles seules, elles ne parviendront jamais à surmonter la résistance des pétro-états et des entreprises du secteur des énergies fossiles, déterminés à poursuivre leur activité meurtrière et lucrative le plus longtemps possible.

Photo par Giuseppe Cacace/AFP via Getty Images.

Des défenseurs du climat demandent la fin des subventions aux énergies fossiles lors de la COP28, le 12 décembre 2023.

La puissance de l'industrie des combustibles fossiles s'est traduite par la présence d'**au moins 2.456 lobbyistes de l'industrie des combustibles fossiles** à la COP28, dont beaucoup faisaient partie de délégations d'État. Cela représente près de quatre fois plus que le précédent record, établi juste un an auparavant lors de la COP27. De toute évidence, les températures mondiales ne sont pas les seuls records battus. La désespération des efforts contre le changement a été révélée par des **fuites de lettres** du cartel OPEP exhortant ses membres à rejeter tout texte visant les combustibles fossiles.

> Les représentants des compagnies pétrolières et gazières participent officieusement aux négociations sur le climat. Ils n'ont pas de titre, ils n'apparaissent pas en tant que tels sur les listes de participants, mais nous savons qu'ils sont là parce que nous les avons vus profiter des COP et pré-COP pour demander des réunions informelles avec les chefs de délégation ou avec le secrétariat de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques.
>
>
> **MARÍA REYES**
> Futurs indigènes, Mexique

À l'issue du sommet, les projets d'**expansion massive** de l'extraction des combustibles fossiles se poursuivent. Adnoc, la compagnie pétrolière et gazière publique des Émirats arabes unis, est à l'avant-garde de ces projets. À la fin du sommet, le dirigeant de la COP28, Sultan al-Jaber, a repris son emploi habituel à la tête d'Adnoc, **confirmant** l'augmentation des investissements de la société dans l'extraction de pétrole et du gaz.

Si certains ont salué les efforts diplomatiques de M. al-Jaber, de nombreux membres de la société civile ont estimé que le fait de confier la direction du sommet à un dirigeant du secteur pétrolier tournait en dérision la crise climatique. Avant la réunion, M. al-Jaber **a été accusé** par les Émirats arabes unis d'utiliser le sommet pour conclure des accords pétroliers et, pendant la COP28, il semble **avoir laissé** tomber le masque de l'écoblanchiment en se permettant de nier les preuves scientifiques sur le changement climatique.

L'argent compte

Avant le sommet, les États avaient conclu un accord sur le fonds destiné à indemniser les pays du Sud global pour les pertes et dommages causés par le changement climatique, dont le principe a été approuvé lors de la COP27. La société civile avait fait pression en ce sens pendant des années, mais aujourd'hui elle est concernée car le fonds sera hébergé, du moins pendant ses premières années d'existence, par la Banque mondiale. La société civile s'y était opposée, notamment parce que la

Banque mondiale soutient fréquemment des initiatives destructrices pour l'environnement et peu protectrices des droits humains. La société civile a également souligné les coûts élevés que la Banque mondiale applique à la gestion des fonds (**17%** dans l'un des cas), ce qui représente beaucoup d'argent qui devrait être destiné aux pays du Sud.

Or, le plus gros problème est que les contributions au fonds sont sur la base du volontariat. Avec un total d'**environ 662 millions de dollars** à ce jour, il est loin d'atteindre les milliards nécessaires.

Par ailleurs, l'une des principales demandes de la société civile et des États du Sud à l'approche de la COP28 était d'augmenter considérablement le financement de l'adaptation, afin d'aider les pays à faire face aux réalités du changement climatique. Mais aucun progrès réel n'a été réalisé dans ce domaine.

L'hypocrisie des États du Nord perpétue une grande injustice. Leur richesse actuelle est le résultat d'une industrialisation précoce, souvent soutenue par l'exploitation coloniale, et ils sont les principaux responsables de l'accumulation des gaz à effet de serre. Bien que nombre d'entre eux n'aient toujours pas atteint leurs objectifs de réduction des émissions et aient retardé leurs plans d'élimination, ils ont surtout insisté, lors de la COP28, sur la nécessité d'une formulation relative à l'abandon des combustibles fossiles. Ils s'attendent à ce que les pays du Sud sautent une étape de développement et passent immédiatement aux énergies renouvelables, mais sans s'assurer qu'ils disposent du financement nécessaire pour le faire. Les niveaux actuels de financement de la lutte contre le changement climatique sont **largement surestimés** et une grande partie de ce qui est disponible se présente sous la forme de prêts qui s'ajoutent à des niveaux d'endettement déjà élevés.

Le financement de l'adaptation au changement climatique a longtemps été particulièrement insuffisant, malgré le fait que de nombreux États du Sud ayant des émissions de gaz à effet de serre historiquement faibles sont censés s'adapter rapidement à un problème qu'ils n'ont en grande partie pas causé, mais qui les affecte de manière disproportionnée.

Le système est déficient - et cela n'a pas changé lors de la COP28. Le texte

Photo par Karim Sahib/AFP via Getty Images.

Des activistes du réseau Asia Pacific Forum on Women, Law and Development protestent pendant la COP28, le 4 décembre 2023.

de l'accord reconnaît la nécessité de milliards de dollars, sans préciser d'où ils viendront. Il invite les États du Nord à rédiger un rapport sur les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif consistant à doubler le financement de l'adaptation d'ici à 2025, mais souligne que, même si cet objectif était atteint, les fonds demeureraient encore largement insuffisants pour faire face à l'ampleur de la crise.

Le rôle de la société civile nié

Les processus de la COP28 ont également reflété la tendance croissante à la répression de l'activisme climatique.

De nombreuses références aux droits humains et à la justice contenues dans le projet d'accord de la COP28 ont fini par être **exclues** de la déclaration finale. Le texte ne contient aucune mention des défenseurs de l'environnement et des droits foncier : il est clair que l'hôte du sommet n'avait aucun intérêt à promouvoir une reconnaissance forte des droits humains. Les Émirats arabes unis criminalisent la dissidence et détiennent régulièrement des militants. Les autorités pratiquent la **torture** à grande échelle dans les prisons et les centres de détention et maintiennent **en prison** au moins 58 prisonniers d'opinion qui ont pourtant purgé leur peine. Pendant la COP28, elles ont effrontément lancé un **procès de masse** contre plus de 80 personnes sur la base d'accusations de terrorisme forgées de toutes pièces.

De même qu'en Égypte lors de la COP27, l'hostilité du gouvernement à l'égard de la société civile s'est reproduite à la COP28. Les organisateurs du sommet ont veillé à ce que les espaces réservés aux manifestations de la société civile soient isolés du reste de la réunion. Ils ont **imposé** des limites strictes aux manifestations, imposant des obstacles considérables sous peine d'expulsion pour les organisateurs de manifestations qui ne s'y conformeraient pas. En raison de la chaleur, les manifestations n'ont pas été autorisées pendant les **pauses déjeuner**, qui constituent normalement une occasion privilégiée d'interagir avec les délégués. Les drapeaux nationaux ont été **interdit**s lors des manifestations, ce qui a empêché les démonstrations de solidarité avec la Palestine pour ceux qui le désiraient, et le site a été placé sous surveillance vidéo intensive. Fait inhabituel, la société civile n'a organisé aucune manifestation en dehors de la seule zone de manifestation officielle administrée par l'ONU, tant elle était sûre des sanctions qui allaient suivre.

De nombreux membres de la société civile ont jugé qu'il s'agissait de la COP la plus restrictive jamais organisée. Et, ce qui est d'autant plus choquant, cela devrait se reproduire lorsque l'Azerbaïdjan accueillera la COP29 en novembre prochain. En 2023, fort de son immense richesse pétrolière, l'Azerbaïdjan a triomphé de façon décisive dans le conflit qui l'oppose depuis longtemps à l'Arménie au sujet du territoire contesté du Haut-Karabakh, en recourant à la migration forcée et au nettoyage ethnique ▶VOIR CHAPITRE. Il s'en est suivi une nouvelle vague de **restrictions internes** à l'encontre de la société civile et des médias. Or, l'Azerbaïdjan cherche depuis longtemps à blanchir sa réputation internationale en accueillant des événements internationaux prestigieux. La COP29 risque d'être un autre de ces événements.

Une réforme s'impose

Bien qu'inadéquates et insuffisantes, les conférences des parties restent la seule occasion annuelle pour tous les États de s'asseoir autour d'une table et de négocier à propos du changement climatique. Elles doivent impérativement être mises au point.

Un défaut évident est l'obligation de travailler par consensus. Les résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies peuvent être adoptées à la majorité, et la même règle devrait s'appliquer aux COP afin que les États régressifs tels que l'Iran, la Russie et l'Arabie saoudite ne puissent plus imposer des accords fondés sur le plus petit dénominateur commun.

En outre, les lobbyistes des combustibles fossiles doivent être tenus à l'écart des conférences des parties tandis que ceux qui sont en première ligne, vivant avec les conséquences du changement climatique, devraient bénéficier d'un accès privilégié. À tout le moins, il est nécessaire de clarifier davantage les personnes impliquées et les intérêts qu'elles représentent.

Les conférences des parties ne devraient plus se tenir dans des États pétroliers, mais dans des États qui font preuve de leadership en matière de climat. Elles ne devraient pas non plus se tenir dans des États où l'espace civique est très restreint - ce qui est **caractéristique** de nombreux pays dotés d'importantes industries extractives - afin que la société civile ne soit pas privée de la possibilité de se mobiliser pleinement. Les hôtes des COP devraient s'engager à respecter les droits humains et à permettre une participation totale et diversifiée de la société civile nationale et internationale, et ils devraient être tenus redevables s'ils ne le font pas.

Il n'y aura pas d'accords ambitieux si la société civile n'est pas libre d'agir en tant que conscience mondiale et d'exprimer les demandes pour l'action climatique dont l'humanité a besoin.

EN LIRE PLUS

- COP28 : UN PAS DE PLUS
- COP28 : UN AUTRE SOMMET SUR LE CLIMAT DANS UN ESPACE CIVIQUE FERMÉ

L'ESPACE CIVIQUE SOUS PRESSION

La société civile agit à tous les niveaux, et pas seulement lors des conférences des parties. Elle est active en première ligne de la résistance à l'extractivisme, dans les manifestations et les actions directes, ainsi que dans le plaidoyer au niveau national et transnational. Cependant, ces actions doivent faire face au déni climatique, qui prend la forme de répression de l'espace civique.

Les militants sont pris pour cibles en raison de leur travail. Ils sont pénalisés pour leur défense de l'environnement et réclamation de mesures en faveur du climat, car cela les met en porte-à-faux avec de puissants intérêts économiques et politiques.

Dans les contextes où l'espace civique est fortement restreint, la répression est de longue date. Mais les défenseurs du climat subissent de plus en plus de réactions négatives de la part des États, de l'administration publique et des entreprises dans des pays où l'espace civique est largement respecté et où les dirigeants politiques et les chefs d'entreprise reconnaissent publiquement la nécessité d'une transition climatique. Les politiciens traditionnels et le secteur privé s'engagent pour la forme en faveur de l'action climatique, mais leurs paroles sont souvent trahies par une réalité de restriction. Il est devenu impossible d'ignorer cette tendance croissante en 2023.

Si le changement climatique est une réalité collective, l'expérience de la répression est personnelle. Les États, les politiciens et les entreprises ciblent les militants dans le but d'augmenter les coûts de l'activisme, de dissuader les gens de s'exprimer et de rendre plus difficile les manifestations de masse. Entre les tactiques courantes de restriction se trouvent le harcèlement, les menaces, les agressions physiques - une tactique particulièrement utilisée contre les activistes autochtones -, la diffamation publique, la criminalisation des tactiques de manifestation et la répression violente des manifestations.

Le retour de bâton dans l'hémisphère nord

L'une des tendances actuelles les plus alarmantes est la criminalisation croissante des défenseurs du climat dans les pays du Nord qui abritent des mouvements de protestation dynamiques.

Cette tendance s'est intensifiée à mesure que les États sont revenus sur leurs engagements de réduction des combustibles fossiles en réponse à l'impact de la guerre de la Russie contre l'Ukraine sur les coûts de l'énergie et l'approvisionnement. Certains, comme l'Allemagne, ont eu recours au charbon, tandis que d'autres, qui disposent de réserves de pétrole et de gaz, comme le Royaume-Uni et les États-Unis, cherchent à en accroître l'extraction. Les défenseurs du climat qui soulignent la contradiction entre les paroles et la pratique sont réduits au silence.

En outre, dans de nombreux pays du Nord, les politiciens populistes et

nationalistes de droite sont de plus en plus nombreux ▶**VOIR CHAPITRE**. Ces politiciens vilipendent les défenseurs du climat tout comme ils diabolisent les activistes des droits des femmes et des personnes LGBTQI+, les accusant de faire partie d'une élite obscure **engagée dans une conspiration mondiale**. Ils diffusent de la désinformation, affirmant que les politiques climatiques ont pour but le contrôle du public. Alors que des opinions autrefois marginales deviennent courantes, les restrictions que les États démocratiques imposent aux défenseurs du climat peuvent finir par légitimer les attaques extrémistes.

Les défenseurs du climat sont confrontés à des restrictions croissantes en Allemagne. Dans la puissance économique européenne qui se trouve actuellement en difficulté, un parti d'extrême droite, Alternative pour l'Allemagne, est monté en flèche dans les sondages. Les restrictions imposées par le gouvernement aux défenseurs du climat sont l'une des principales raisons pour lesquelles la note de l'espace civique de l'Allemagne du CIVICUS Monitor **a diminué**, passant d'ouvert à restreint en 2023. Cela signale une nette régression de la tradition respectueuse, depuis des décennies, des libertés de manifestations de l'Allemagne.

Grâce à des actions directes, telles que la perturbation de la circulation par des blocages de rues, le mouvement allemand Dernière Génération a sensibilisé l'opinion publique et entamé des conversations. Un nombre croissant de personnes ont été rassemblées pour exiger une action en faveur du climat tout en formulant des recommandations pratiques, telles que des propositions visant à réduire le gaspillage alimentaire et à rendre les transports publics plus abordables. Ces actions ont suscité des discussions constructives avec les autorités locales.

Mais la réponse au niveau national a été la criminalisation, y compris par le biais de lois destinées à lutter contre la criminalité organisée. En 2023, des activistes de Dernière Génération ont vu leur domicile perquisitionné, leurs ordinateurs portables et leurs téléphones confisqués et leurs comptes bancaires gelés.

Le maintien de l'ordre par la violence lors des manifestations a également constitué un problème. En janvier, la police allemande a eu **recours à la violence** pour expulser des militants qui occupaient un terrain pour

Photo par Daniel Leal/AFP via Getty Images.

Un activiste de Just Stop Oil est allongé sur le sol, menotté, après avoir été arrêté sur la place du Parlement à Londres, au Royaume-Uni, le 30 octobre 2023.

tenter d'empêcher l'expansion d'une mine de charbon, puis à nouveau lors d'une manifestation contre les actions de la police. Certains signes indiquent toutefois que cette approche musclée se retourne contre eux, contribuant au contraire à rallier le soutien au mouvement.

> La criminalisation de manifestations pacifiques organisées par des personnes qui ne cherchent à blesser personne mais qui veulent protéger des vies suscite une solidarité immédiate. Des milliers de personnes ont rejoint les marches de Dernière Génération. Les fonds gelés ont été presque entièrement remplacés par des dons qui affluent. Les gens nous contactent pour nous demander comment ils peuvent jouer leur rôle dans l'activisme climatique.
>
>
> **ZOE RUGE**
> Dernière Génération, Allemagne

Dernière Génération est également active en Italie, où elle pratique la désobéissance civile non violente pour exiger que le gouvernement cesse de financer les combustibles fossiles, réduise les émissions, augmente l'utilisation des énergies renouvelables et améliore l'efficacité énergétique. Mais le gouvernement italien d'**extrême droite** n'est pas disposé à écouter et criminalise les manifestants.

> Le gouvernement italien criminalise les défenseurs du climat parce qu'il peut ainsi continuer à échapper à ses responsabilités concernant le bien-être de ses citoyens. Il a introduit une nouvelle loi visant spécifiquement à punir les actions en faveur du climat considérées comme endommageant des monuments ou des sites culturels, en infligeant des amendes et des peines d'emprisonnement à ceux qui sont pris en flagrant délit. Il a également recours à des inculpations pour « association de malfaiteurs », un chef d'accusation historiquement utilisé contre la mafia.
>
>
> **GABRIELLA ABBATE**
> Dernière génération, Italie

La situation pourrait encore empirer aux Pays-Bas, qui ont pris un virage à droite lors des **élections législatives de novembre**. Les négociations en vue de la formation d'un gouvernement se poursuivent actuellement, mais le populiste de droite Geert Wilders a remporté le plus grand nombre de sièges et a promis d'abroger les réglementations environnementales, de se retirer des accords internationaux et d'accroître l'extraction de pétrole et de gaz.

En toile de fond, une campagne véhémente est menée par les défenseurs du climat pour exiger la fin des subventions gouvernementales aux combustibles fossiles, qui **s'élèvent** à environ 39,9 milliards de dollars par an. Si bien le gouvernement néerlandais s'était engagé à y mettre fin en 2020, cela n'a pas eu lieu. Les militants ont fait part de cette demande par des actions directes non violentes, en bloquant à plusieurs reprises une grande autoroute à La Haye, le centre administratif du pays. Les manifestations se sont multipliées au cours de l'année 2023, et environ 25.000 personnes ont participé à une marche le 9 septembre. La police a fait usage de canons à eau et a **arrêté** environ 2.400 personnes.

Comme en Allemagne, les tentatives visant à limiter les manifestations ont eu l'effet contraire, et les manifestants se sont retrouvés encore plus nombreux.

> Le droit de manifester est un droit fondamental qui doit être protégé, respecté et appliqué. Les autorités devraient prendre comme point de départ le caractère pacifique des manifestants et faciliter les manifestations autant que possible. Les restrictions devraient être l'exception plutôt que la règle.
>
>
> **SIEGER SLOOT** Extinction Rebellion
> **MARJOLEIN KUIJERS** Amnesty International, Pays-Bas

Au Royaume-Uni, des groupes d'action directe ont également cherché à maintenir le climat à la une de l'actualité par le biais d'**actions directes non violentes** et de désobéissance civile. Le gouvernement a réagi en **adoptant** des lois restrictives qui criminalisent les manifestations perturbatrices.

En janvier 2024, le rapporteur spécial des Nations unies sur les défenseurs de l'environnement, Michael Forst, **a condamné** les « nouvelles lois régressives » du gouvernement. De nombreux défenseurs du climat ont été emprisonnés pour des actions pacifiques qui, jusqu'à récemment, n'auraient pas donné lieu à des peines de prison. Des personnes se sont

vu interdire de citer la crise climatique comme justification de leurs actions devant les tribunaux, et **ont été condamnées** pour outrage à magistrat pour avoir agi de la sorte.

Parmi les personnes incriminées figurent des militants de Just Stop Oil, l'un des groupes d'action directe les plus connus du Royaume-Uni, qui demande à ce que le gouvernement cesse d'accorder des licences pour des projets d'exploitation de combustibles fossiles.

> J'ai été arrêté le 19 juillet pour avoir marché lentement sur la place du Parlement. Je n'étais sur la route que depuis quelques secondes avant qu'on me passe les bras dans le dos et qu'on me mette les menottes. J'ai été détenu dans une cellule de police pendant 13 heures.
> Le système juridique britannique permet aux grandes entreprises polluantes, telles que le géant pétrolier Valero, d'acheter la loi sous la forme d'injonctions de la Haute Cour. Je suis l'une des nombreuses personnes confrontées à des coûts croissants et à une faillite potentielle parce que des injonctions civiles sont achetées pour mettre fin à des manifestations pacifiques dans les terminaux pétroliers et sur les routes. Beaucoup d'entre nous ont déjà passé du temps en prison et payé des amendes devant les tribunaux pénaux, et maintenant les tribunaux civils veulent eux aussi nous condamner nouvellement et nous faire payer leurs frais de justice.
>
>
> **MITCH ROSE**
> Just Stop Oil, Royaume-Uni

La criminalisation et la diffamation politique des défenseurs du climat du haut vers bas sont intervenues à la suite des **annonces** du gouvernement qu'il accorderait plus de 100 nouvelles licences de forage pétrolier et gazier. Les militants soulignent que le parti au pouvoir a **reçu des dons importants** de la part d'intérêts liés aux combustibles fossiles, et que les lois anti-manifestation adoptées ont été influencées par un **groupe de réflexion de droite** qui reçoit également de tels dons.

Plusieurs États australiens ont également adopté des lois anti-manifestation visant à cibler et à emprisonner les défenseurs du climat. C'est le cas de la Nouvelle-Galles du Sud, où l'activiste Deanna « Violet » Coco, du groupe Fireproof Australia, a été condamnée. Si bien sa condamnation a été annulée en appel en mars, elle risquait 15 mois de prison pour avoir bloqué une voie de circulation sur le pont du port de Sydney. Plusieurs autres personnes **ont été emprisonnées** en vertu de cette loi. La bonne nouvelle : en décembre, certaines parties de la loi ont été **jugées** inconstitutionnelles à la suite d'une action en justice intentée par la société civile.

> Les dommages causés par la crise climatique dépassent largement les inconvénients d'un manifestant qui bloque une voie de circulation pendant 25 minutes. Le droit de manifester pacifiquement est fondamental pour la démocratie, et bon nombre des libertés et des droits que nous chérissons ont été gagnés et défendus grâce à des manifestations pacifiques.
>
>
> **NELLI STEVENSON**
> Greenpeace Australie Pacifique

Aux États-Unis, les autorités ont réagi par la violence aux manifestations organisées pour défendre les terres boisées d'Atlanta contre la construction d'un immense complexe policier baptisé « Cop City ». En janvier, l'activiste autochtone Manuel Paez Terán, connu sous le nom de « Tortuguita », a été abattu par la police. Tortuguita campait dans la forêt pour protester contre le projet, qui, outre ses incidences sur l'environnement, représente une extension de la présence policière dans une zone majoritairement noire et à faibles revenus. En octobre, le procureur de l'État **a annoncé** qu'aucune charge ne serait retenue contre les policiers responsables. Les manifestants ont également **été accusés** de terrorisme et de blanchiment d'argent. En novembre, des journalistes ont été **aspergés de gaz lacrymogène** alors qu'ils couvraient une marche « Stop Cop City » à Atlanta.

EN LIRE PLUS

- AUSTRALIE : ALARME CLIMATIQUE TOUJOURS SILENCIÉE (EN)
- PAYS-BAS : L'ACTION EN FAVEUR DU CLIMAT SE HEURTE À DES RÉTICENCES (EN)
- LE ROYAUME-UNI REVIENT SUR SES ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE CLIMAT (EN)

Danger mortel en Amérique latine

Si la direction prise par le Nord est alarmante, les plus grands dangers continuent d'être encourus par les personnes qui défendent les droits environnementaux, autochtones et fonciers dans les pays du Sud, bénis par d'abondantes ressources naturelles - et maudits par des intérêts rapaces déterminés à les piller.

Les militants sont depuis longtemps en première ligne de la résistance à l'extraction des combustibles fossiles et aux projets qui causent des dommages au climat et à l'environnement, et ils sont depuis longtemps la cible d'une répression meurtrière, indépendamment du fait qu'ils se définissent comme des activistes climatiques ou des défenseurs de l'environnement local et des droits des communautés. Dans tous les cas, ils sont confrontés à de puissants intérêts économiques et politiques, souvent étroitement liés par la corruption, qui soutiennent l'exploitation et l'extraction, et ils sont la cible de violences. La répression des défenseurs de l'environnement, des droits fonciers et des droits des peuples autochtones doit être comprise comme faisant partie du modèle mondial de déni climatique par le biais de la restriction de l'espace civique.

Les défenseurs des droits des personnes autochtones, par exemple, s'opposent souvent aux puissantes forces de l'État et du secteur privé qui veulent exploiter les terres. Lorsque les droits des populations autochtones sont attaqués, le climat en pâtit. Lorsque les droits des populations autochtones sont reconnus et qu'elles sont libres de gérer leurs territoires, le climat en bénéficie. Les zones les mieux préservées de la forêt amazonienne, qui limitent la déforestation et par conséquent les émissions de dioxyde de carbone, sont celles qui sont légalement reconnues et protégées en tant que terres autochtones.

Selon **Global Witness**, près de 2.000 défenseurs de la terre et de l'environnement ont été tués en représailles de leur travail entre 2012 et 2022, soit un tous les deux jours. Les populations autochtones représentent 34% des décès, alors qu'elles constituent environ 5% de la population mondiale.

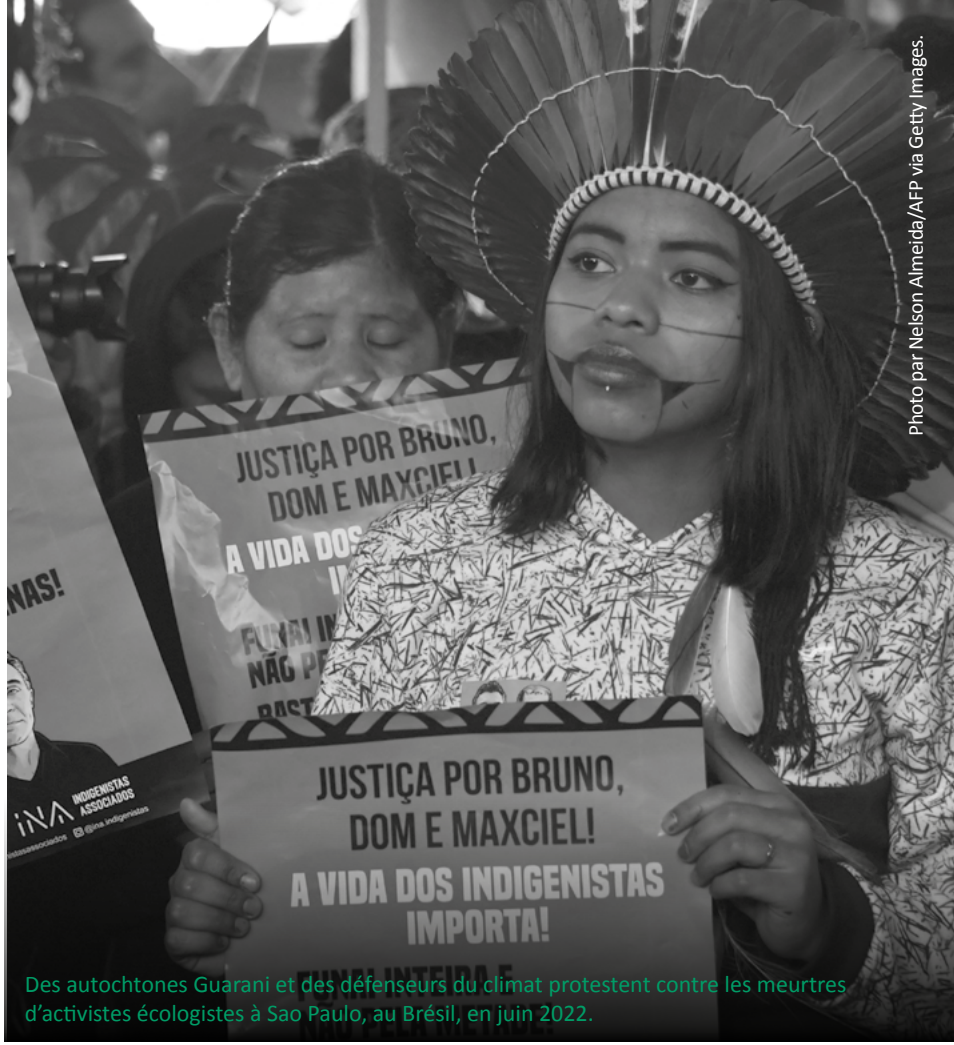

Photo par Nelson Almeida/AFP via Getty Images.

Des autochtones Guarani et des défenseurs du climat protestent contre les meurtres d'activistes écologistes à Sao Paulo, au Brésil, en juin 2022.

L'Amérique latine est la région la plus meurtrière, avec 88% des homicides en 2022, dernière année complète pour laquelle des informations sont disponibles. Cela pourrait encore empirer : la Commission interaméricaine des droits de l'homme **a indiqué** qu'entre janvier et avril 2023, au moins 33 défenseurs des droits humains ont été tués dans la région, la plupart d'entre eux des défenseurs de droits, des droits des peuples autochtones et de l'environnement, contre 27 au cours de la même période en 2022.

Au Brésil, pays qui abrite la plus grande partie de la forêt amazonienne, la déforestation a considérablement augmenté et les

violences et les menaces à l'encontre des populations autochtones se sont multipliées sous le mandat de quatre ans du président d'extrême droite Jair Bolsonaro, négateur climatique. Le Brésil a connu **34 meurtres** en 2022, et au moins **huit** au cours des quatre premiers mois de 2023 après le départ de Bolsonaro.

Le gouvernement progressiste qui est entré en fonction en janvier a rétabli et renforcé les institutions qui protègent les droits des personnes autochtones et a expulsé des milliers de mineurs qui opéraient illégalement dans les zones autochtones. Le rythme de la déforestation a considérablement diminué.

Mais de puissants intérêts économiques, bien représentés dans le monde politique, s'y opposent. Lorsque la Cour suprême du Brésil s'est prononcée en septembre contre un principe qui limitait la démarcation et l'attribution de titres de propriété aux terres indigènes à une date d'occupation spécifique - une règle qui niait la réalité des expulsions passées -, il s'agissait d'un pas en avant important. Mais les membres du Congrès, dont beaucoup sont liés à l'agro-industrie, ont réagi en adoptant une loi défiant l'arrêt de la Cour. Le président Lula da Silva a partiellement opposé son veto au projet de loi, mais le Congrès l'a renversé et la nouvelle loi restrictive **est entrée** en vigueur en décembre.

La société civile a remporté quelques succès en 2023 dans un autre pays d'Amazonie, l'Équateur, où les citoyens ont voté lors de **deux référendums** pour mettre fin à deux projets d'extraction : l'exploitation pétrolière dans le parc national de Yasuní - un territoire autochtone clé - et l'exploitation minière de métaux dans le Chocó andin.

Il s'agit d'un résultat historique, le résultat de Yasuní étant considéré comme le premier au monde où la population a voté pour le maintien des combustibles fossiles dans le sol, ce qui a porté un coup important aux industries extractives. Mais il reste à voir si la volonté de la population sera respectée, étant donné que les gouvernements équatoriens successifs ont favorisé l'extractivisme.

La participation des populations autochtones à la prise de décisions en matière de conservation et de développement en Équateur reste insuffisante et inadéquate. En juin, des groupes autochtones et environnementaux ont déposé une plainte auprès de la Cour constitutionnelle au sujet d'un **décret présidentiel** adopté le mois précédent, qui modifiait les règles relatives à la consultation environnementale, facilitant ainsi l'octroi de licences d'exploitation minière. Le mois suivant, lors d'une manifestation contre ce décret, la police aurait **tiré des gaz lacrymogènes** et des pierres sur les manifestants.

En Équateur comme ailleurs, la non-reconnaissance des droits fonciers des peuples autochtones reste un facteur clé de l'exploitation minière, de l'extraction pétrolière et de la déforestation, qui détruisent les écosystèmes dont dépendent les populations. La résistance est dangereuse et s'accompagne de menaces, de harcèlement, d'agressions physiques et de violences mortelles.

> Depuis quelque temps, nous vivons en conflit avec une compagnie pétrolière qui a envahi notre territoire. Nous subissons des menaces et du harcèlement de la part de l'entreprise et de l'État. Chaque jour, de plus en plus de nos dirigeants et de nos militants sociaux sont menacés. Beaucoup ont été kidnappés et certains ont été tués. Mais rien de tout cela ne nous réduit au silence ou ne nous arrête, alors que nous luttons pour sauver nos territoires, notre espace de vie.
>
>
> **FAUSTO DANIEL SANTI GUALINA**
> peuple Sarayaku de l'Amazonie équatorienne

La violence est également monnaie courante dans plusieurs pays d'Amérique centrale. Au Honduras, deux militants des droits fonciers ont été **retrouvés morts** dans la rivière Gama en 2023. Deux autres personnes, Jairo Bonilla et Aly Domínguez, ont été **abattues** par des assaillants non identifiés. Ils faisaient partie de la communauté Guapinol, dont les membres ont été criminalisés, attaqués et harcelés pour s'être opposés à un projet minier polluant. Les Afro-Indigènes Garifuna ont également fait état de violences systématiques.

> Nous avons subi des représailles pour notre travail, notamment des menaces de mort, des tentatives d'enlèvement et des processus de criminalisation. En 2023, nous avons dénombré 125 attaques contre notre organisation et ses membres. En août, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a accordé des mesures de précaution en faveur de 11 de nos membres, mais cinq mois plus tard le gouvernement n'a encore rien mis en œuvre en réponse à ces mesures.

CHRISTOPHER CASTILLO
Alternative pour la défense de la communauté et de l'environnement du Honduras

Au Salvador, le **président populiste** Nayib Bukele a mené un assaut généralisé contre la dissidence en vertu des pouvoirs étendus que lui confère l'état d'urgence. Les dirigeants de la communauté autochtone Nahua font partie des personnes victimes d'**intimidations** de la part des forces de sécurité pour avoir protesté contre la construction de bâtiments sur des terres autochtones. D'autres groupes autochtones se sont plaints de la présence militaire sur leurs territoires. Dans le cadre d'une vaste campagne de détention massive, l'État a harcelé et détenu arbitrairement des défenseurs de l'environnement. En janvier 2023, les autorités **ont arrêté** cinq militants écologistes de la communauté de Santa Marta sur la base d'accusations d'homicide concoctées à la suite de leur résistance à un projet minier. Des manifestations ont suivi pour réclamer leur libération. Des militantes écologistes ont été harcelées et stigmatisées sur les médias sociaux par des personnes manifestement liées au parti de Bukele.

Au Mexique, les menaces sont également réelles. Deux militants écologistes, Antonio Díaz Valencia et Ricardo Arturo Lagunes Gasca, **ont disparu** dans l'État de Colima en janvier 2023. Ils participaient à des négociations entre la communauté locale et une société minière. Leurs familles ont accusé la société d'être impliquée dans leur éventuel enlèvement. En juin, deux autres militants écologistes, Álvaro Arvizu et Cuauhtémoc Márquez, **ont été tué**s par des assaillants non identifiés lors d'attaques distinctes qui semblaient préméditées. Ils font malheureusement partie d'une longue série de victimes : **au moins 93** défenseurs de l'environnement et des droits fonciers, la plupart issus de communautés autochtones, ont été victimes de disparitions forcées entre décembre 2006 et août 2023, dont 58 sous l'actuelle administration populiste, au pouvoir depuis décembre 2018.

EN LIRE PLUS

- BRÉSIL : RETOUR SUR LA VOIE VERTE EN
- BRÉSIL : UN PAS EN AVANT POUR LES DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES EN

En première ligne en Afrique

Les militants sont confrontés à des défis similaires dans de nombreux pays africains où l'extraction de combustibles fossiles et l'exploitation des zones forestières se précipitent. Les menaces proviennent aussi bien de l'État que du secteur privé, les deux étant souvent étroitement liés, ce qui entraîne la corruption et l'impunité.

Tout au long de l'année 2023, les défenseurs du climat et de l'environnement se sont heurtés à un barrage de restrictions pour s'être opposés à la construction de l'oléoduc de pétrole brut d'Afrique de l'Est (EACOP), long de 1.500 km, reliant la Tanzanie et l'Ouganda. Les militants estiment que ce projet, imposé sans réelle consultation des communautés concernées et en contradiction avec les engagements pris par les deux gouvernements en matière de réduction des émissions, aura des effets dévastateurs. Les entreprises publiques des deux pays ont des intérêts dans le projet, d'où la particulière férocité de la réaction, avec des manifestants **battus, arrêtés et criminalisé**s par la police.

Mais les activistes locaux n'ont pas baissé les bras et continuent à travailler avec des alliés internationaux et à organiser des campagnes publiques pour faire pression sur les bailleurs de fonds potentiels, en

Photo par Badru Katumba/AFP via Getty Images.

La police ougandaise arrête un activiste écologiste lors d'une manifestation contre l'oléoduc de pétrole brut d'Afrique de l'Est à Kampala, en Ouganda, le 15 septembre 2023.

augmentant les coûts de réputation liés à l'implication dans le projet - avec un certain succès. À ce jour, **27 banques**, dont plusieurs en Afrique du Sud, se sont engagées à ne pas soutenir le projet.

> Simplement parce que nous avons essayé de nous faire entendre, ainsi que les communautés concernées, sur les conséquences de l'oléoduc sur l'environnement et les droits humains, le gouvernement nous a diffamés et nous a traités d'« anti-gouvernemental » et d'« anti-développement ». En raison de ces qualifications, nous avons été intimidés, menacés et arrêtés par la police.
> Le type de travail que nous effectuons nous a amenés à nous heurter aux puissants intérêts des agences gouvernementales et des entreprises privées. L'EACOP est un projet de grande envergure dans lequel de puissantes forces étatiques et privées ont beaucoup d'enjeux, et nous sommes donc confrontés à de nombreuses restrictions de leur part.

IREEN TWONGIRWE
Mouvement des femmes pour l'économie verte, Ouganda

> Quatre de nos militants ont été **arrêtés de** force pour « incitation à la violence », transportés dans des véhicules de police et maintenus en prison pendant la nuit pour avoir manifesté contre l'oléoduc. Ces militants manifestaient pacifiquement, mais leur arrestation a été inutilement violente. Plusieurs de nos membres gèrent un fonds destiné à garantir la caution ou à engager des avocats lorsque des militants sont arrêtés. Nous organisons la représentation juridique et explorons la possibilité d'une mise en liberté sous caution anticipée lorsque cela est possible. Nous nous sommes également associés à des organisations spécialisées dans la formation à la sécurité afin de fournir aux militants des outils leur permettant d'exprimer leurs préoccupations sans mettre en péril leur sécurité personnelle.

ZAKI MAMDOO
Stop EACOP, Ouganda

Ailleurs en Afrique, les défenseurs de l'environnement sont attaqués en raison de leur interférence avec des intérêts économiques. Ces dernières années, plusieurs leaders communautaires sud-africains ont été abattus. En août, deux hommes **ont abattu** le défenseur des droits fonciers Jomo Keromeng devant sa famille. En janvier, le comité de crise d'Amadiba, qui cherche à protéger une zone côtière, a été **informé** par un dénonciateur d'un complot visant à assassiner deux de ses dirigeants.

La violence est favorisée par la diffamation du haut vers le bas, qui devient de plus en plus courante. Dans un exemple récent, le ministre du gouvernement Gwede Mantashe a utilisé son discours lors d'une conférence sur le pétrole et le gaz pour **accuser les OSC** d'être des agents étrangers travaillant à bloquer le développement.

Au Cameroun, l'un des pays qui partagent le bassin du Congo, la deuxième plus grande forêt tropicale du monde après l'Amazonie, de puissantes sociétés privées et des groupes criminels organisés s'en prennent à la société civile qui s'efforce de protéger la forêt tropicale et de s'opposer à la déforestation.

> Malgré tout le dispositif juridique qui vise la protection des forêts au Cameroun, l'on constate que l'exploitation des forêts, qui se fait souvent en partenariat avec des entreprises privées, donne lieu à de nombreuses dérives entrainant de graves violations des droits humains alimentés par des réseaux criminels bien organisés, et conduit généralement à la spoliation des terres de ces peuples et communautés.

ESTELLE EWOULE LOBÉ
Action pour la protection en Afrique des déplacés internes et des migrants environnementaux, Cameroun

EN LIRE PLUS

- LA PARTIE N'EST PAS TERMINÉE : RÉSISTANCE CONTRE L'OLÉODUC DE PÉTROLE BRUT D'AFRIQUE DE L'EST (EN)

Intensification de la répression en Asie

Plusieurs États asiatiques sous régime autoritaire, y compris des régimes à parti unique comme le Cambodge et le Viêt Nam, poursuivent agressivement des politiques d'industrialisation et d'extractivisme du haut vers le bas et traitent les défenseurs du climat et de l'environnement comme des menaces pour leurs intérêts.

Les défenseurs du climat et de l'environnement jouissaient d'une relative liberté au Viêt Nam, mais cela a changé ces dernières années. En septembre, l'activiste climatique Hòang Thị Minh Hồng a été **condamnée à trois ans de prison** pour de fausses accusations d'évasion fiscale, une tactique souvent utilisée par le régime pour enfermer les dissidents. Au moins sept autres défenseurs du climat et de l'environnement ont été emprisonnés sous le même prétexte.

Certaines des personnes arrêtées avaient déjà travaillé avec le gouvernement. Ngo Thi To Nhien, **détenue** en septembre, travaille sur la politique énergétique depuis plus de 20 ans, notamment à la Banque mondiale, et dirige un groupe de réflexion indépendant sur la transition énergétique. Sa détention suggère que les efforts indépendants en matière de politique énergétique ne sont plus tolérés.

C'est grâce aux organisations de défense du climat et de l'environnement que le gouvernement a obtenu d'importants financements pour des projets environnementaux. Cependant, le gouvernement a continué à mettre l'accent sur le développement de l'énergie au charbon. Cela le met en contradiction avec ses engagements internationaux, notamment l'Accord de Paris et le Partenariat pour une transition énergétique juste, signé avec un groupe d'États du Nord global en 2022. Bien que l'État ait convenu avec ses partenaires internationaux d'impliquer la société civile dans la transition climatique, il enferme ceux qui exposent des vérités dérangeantes.

> Les autorités ont bénéficié massivement des diverses activités des associations vietnamiennes dans les domaines du développement et de la protection de l'environnement, ainsi que des contributions substantielles des OSC internationales travaillant au Viêt Nam.
> Mais le gouvernement vietnamien déteste perdre la face. Il tolère les activistes lorsqu'ils soutiennent les programmes de développement du gouvernement, mais il n'a aucune tolérance pour les critiques, en particulier dans l'arène internationale, et fait donc taire les voix critiques par tous les moyens. Pour éviter la condamnation internationale, au lieu d'inculper des personnes en vertu des lois sur la sécurité nationale, ils ont eu recours au vieux prétexte des accusations d'évasion fiscale.

PENELOPE FAULKNER
Quê Me : Comité vietnamien pour les droits de l'homme

Au Cambodge voisin, où l'accaparement des terres par les fonctionnaires est monnaie courante, les défenseurs de l'environnement et des droits fonciers sont attaqués parce qu'ils s'opposent aux intérêts économiques de l'élite, étroitement liés à la famille régnante.

Parmi les personnes visées figure le groupe environnemental Mère Nature, dirigé par des jeunes, que l'État **qualifie** d'organisation illégale. En septembre, trois représentants de Mère Nature, condamnés à des peines de prison avec sursis pour leur activisme, se sont vu **refuser l'autorisation** de se rendre en Suède pour y recevoir le **Right Livelihood Award**, un prix récompensant leur activisme.

Les problèmes ne se limitent pas aux États à parti unique. Même dans les pays qui connaissent une concurrence démocratique, comme l'Inde et les Philippines, les restrictions imposées à l'activisme climatique et environnemental s'inscrivent dans le cadre des efforts déployés par l'élite pour consolider son pouvoir.

Les disparitions forcées constituent un danger permanent pour les défenseurs de l'environnement aux Philippines. En avril, deux défenseurs des droits des autochtones, Dexter Capuyan et Gene Roz Jamil « Bazoo » de Jesus, ont été portés disparu, et l'implication des forces de sécurité de l'État a été soupçonnée. Leurs familles et leurs sympathisants continuent de **réclamer** leur retour. En juin, le gouvernement a **désigné** cinq dirigeants et militants autochtones comme terroristes, statut qui lui permet de geler leurs comptes bancaires. En septembre, deux étudiants participant à des manifestations en faveur de l'environnement ont été **enlevés** et portés disparus pendant près de deux semaines.

En Inde, le gouvernement nationaliste hindou poursuit le développement économique à tout prix, y compris celui de la répression de la dissidence. Les militants du mouvement climatique « Fridays for Future », dirigé par des jeunes, font partie des groupes ciblés.

Les conséquences peuvent être fatales. Sendhu Munda, un militant contre l'abattage illégal des arbres, est mort en détention en mai, apparemment après avoir été battu par ses geôliers. Munda était membre d'un comité de protection des forêts dans l'État du Jharkhand.

Les populations autochtones de l'État d'Odisha font également l'objet d'une **répression** policière comprenant des enlèvements, des arrestations arbitraires, des actes de torture et le recours à la force contre des manifestants opposés à deux projets d'exploitation minière. Les militants affirment que ces projets, pour lesquels le gouvernement national a donné son accord après avoir modifié une loi sur la gestion des forêts qui supprimait les droits de consultation, entraîneront le déplacement de plus de 200.000 personnes appartenant à des groupes tribaux.

La répression ne manquera pas de s'intensifier à l'approche des élections générales d'avril-mai 2024 en Inde.

> C'est effrayant d'être militante en Inde, sixième pays le plus dangereux au monde pour les défenseurs de l'environnement. Traditionnellement, les défenseurs de l'environnement vivant dans les zones rurales ont toujours fait l'objet de menaces et de poursuites. Cependant, la portée de ces menaces a évolué et s'étend désormais aux activistes urbains comme moi. Le vent a tourné et nous sommes de plus en plus perçus comme de redoutables adversaires du programme du gouvernement.
>
>
> **DISHA RAVI**
> Fridays for Future Inde

Même dans des pays comme la Mongolie, où le respect de l'espace civique s'est récemment amélioré, les défenseurs de l'environnement sont confrontés à des risques. Le gouvernement a tenté de faire taire les critiques concernant les opérations minières : les défenseurs de l'environnement **font état** de harcèlement judiciaire, d'intimidations, de menaces et de violences tant de la part de sources étatiques comme non étatiques.

EN LIRE PLUS

› VIETNAM : UN NOUVEAU TOUR DE VIS EN

LA SOCIÉTÉ CIVILE FAIT RETENTIR L'ALARME

Le changement climatique s'est retrouvé à l'ordre du jour mondial à la suite de la vague de manifestations de masse qui se propage **depuis 2019**. L'ordre du jour a changé avec une rapidité qui n'a fait que prouver la valeur de la protestation. Les défenseurs du climat continuent de recourir aux manifestations et à l'action directe non violente pour maintenir le climat au centre de l'attention mondiale.

Récemment, certains groupes, comme Extinction Rebellion au Royaume-Uni, **ont abandonné** les tactiques perturbatrices, craignant qu'elles n'aliènent les publics qu'ils tentent d'atteindre. D'autres, comme Just Stop Oil dans le même pays, continuent de les employer, car rien ne prouve qu'elles réduisent le soutien à l'action climatique. La couverture médiatique des actions coup-de-poing telles que la perturbation d'événements sportifs de haut niveau ou le ciblage d'œuvres d'art célèbres - sans causer de dommages - est peut-être le seul moment où le changement climatique fait la une des journaux. Et si bien elles peuvent provoquer des réactions négatives de la part du public, ces actions peuvent aussi avoir pour effet de **légitimer** les actions plus conventionnelles d'autres activistes défendant la même cause.

Le mouvement climatique est vaste et offre un éventail de réponses. Ce qui est crucial, c'est qu'il y ait une solidarité, un dialogue constructif sur les différences tactiques et une logique claire derrière les interventions. Les militants doivent rafraîchir leurs tactiques au fur et à mesure que la lutte se poursuit, car des actions répétées peuvent conduire à des résultats décroissants, comme on le voit peut-être aujourd'hui avec le ciblage des œuvres d'art.

La société civile sait que l'action ne peut pas se limiter à la manifestation et qu'elle doit englober tous les moyens pacifiques disponibles pour faire avancer le changement, y compris le plaidoyer et les campagnes, les appels à la solidarité internationale, les litiges et le domaine en pleine expansion de l'activisme des actionnaires.

Photo par Jewel Samad/AFP via Getty Images.

Des étudiants participent à une manifestation « Fridays for Future » à New Delhi, en Inde, le 25 septembre 2020.

> La société civile joue un rôle essentiel dans la promotion de nouvelles lois, programmes, politiques et stratégies sur le changement climatique, en demandant aux gouvernements de rendre compte de leurs engagements, en identifiant le manque de coordination des réponses gouvernementales au changement climatique et en veillant à ce que l'élaboration des politiques nationales n'oublie pas les personnes pauvres.

CAROLINE OWASHABA
Action pour le développement de la jeunesse en Ouganda

Les actions en justice contre les États et les entreprises ont constitué un front fructueux pour l'action de la société civile en 2023. En novembre, la Cour d'appel de Bruxelles a **imposé** aux autorités belges un objectif contraignant de réduction des émissions. Le même mois, un tribunal allemand **a décidé** que le gouvernement devait immédiatement adopter un programme d'action sur les objectifs d'émissions pour la construction et les transports. En août, 16 jeunes militants **ont obtenu gain de cause** dans le Montana, aux États-Unis, le tribunal estimant que les politiques du gouvernement de l'État en faveur des combustibles fossiles violaient leur droit à un environnement sain. De nombreux autres procès sont en cours, notamment celui intenté par **six jeunes militants portugais** contre 32 gouvernements européens devant la Cour européenne des droits de l'homme.

> Notre affaire s'inscrit dans une tendance plus large et crée un précédent juridique important qui est déjà utilisé aujourd'hui dans d'autres juridictions pour tenter d'imposer des objectifs climatiques similaires. Pour que les politiques climatiques aient le potentiel d'être efficaces, il est urgent de fixer des objectifs nationaux ambitieux de réduction des émissions. Dans d'autres pays, la société civile est déjà en train de consulter et citer notre affaire.

SARAH TAK
Klimaatzaak, Belgique

Les activistes utilisent également avec succès les assemblées générales annuelles (AGA) des entreprises pour faire avancer les résolutions sur le climat. En 2023, lors des assemblées générales annuelles de certaines des plus grandes compagnies pétrolières et gazières, les principaux bailleurs de fonds **ont soutenu des résolutions** visant à réduire les émissions. Les militants font également pression sur les institutions pour qu'elles se désengagent des investissements dans les combustibles fossiles. En septembre, en réponse à la mobilisation soutenue des étudiants, l'université de New York **s'est engagée à désinvestir**. Au Royaume-Uni, **72%** des universités se sont engagées à désinvestir. La pression continue.

IL EST TEMPS DE RESPECTER LES LIBERTÉS

Il ne fait aucun doute que la répression sape l'énergie du mouvement climatique mondial. Mais le déni climatique par le biais de la restriction de l'espace civique ne peut en fin de compte pas retenir la marée. Les gouvernements et les entreprises prennent des décisions à court terme, estimant manifestement qu'ils pourront s'attaquer à la crise plus tard. Mais le problème ne peut être caché : les populations du monde entier subissent les effets du changement climatique. Et bien que les courants politiques dans de nombreux pays soient actuellement peu prometteurs, les **sondages d'opinion** dans les différents pays montrent également que la crise climatique est devenue une préoccupation majeure, en particulier chez les jeunes qui sont prêts à utiliser leur voix et leur vote.

Dans de nombreux pays, les actes de répression ont souvent été contre-productifs, suscitant la sympathie des militants pour le climat, attirant le soutien au mouvement et alimentant d'autres manifestations. Malgré la répression, le mouvement mondial en faveur du climat continue de se développer.

Le mouvement climatique doit sa résilience à sa capacité à établir des liens entre les différentes facettes du problème et à combiner de manière productive une variété de réponses en réseau, y compris par le biais de la création de coalitions, la production de connaissances, le partage d'informations et le plaidoyer au niveau local, national et international.

> Dernière Génération fait partie de la **coalition A22**, un réseau international de militants qui pratiquent la désobéissance civile non violente. Ce réseau est une grande source de soutien. Nous nous aidons mutuellement à accroître la visibilité de nos campagnes, ce qui nous a aidés à attirer davantage de personnes vers **Non Paghiamo il Fossile** (« Nous ne payons pas pour les fossiles ») et d'autres campagnes environnementales en Italie et ailleurs.

GABRIELLA ABBATE
Dernière Génération, Italie

Mais le mouvement doit de plus en plus se concentrer sur des stratégies défensives en réponse à la répression. Cela implique un coût d'opportunité : une grande partie de l'énergie qui pourrait être investie dans la mise en œuvre de solutions climatiques créatives est plutôt dépensée pour lutter contre les restrictions. Si la société civile ne peut que résister à la répression, il ne restera plus personne pour maintenir la crise climatique à l'ordre du jour. Et les conséquences deviendront évidentes. En l'absence de pression de la société civile, par exemple, la COP28 n'aurait pas été obligée de se pencher sur les combustibles fossiles.

En fin de compte, les États et le secteur privé doivent reconnaître droit des personnes à employer tout moyen pacifique possible, y compris la manifestation. C'est l'une des libertés fondamentales garanties par les conventions internationales que presque tous les États ont signées. Il faut comprendre que les manifestations qui provoquent des perturbations peuvent toutefois demeurer des manifestations pacifiques et doivent être traitées comme telles. Historiquement, les manifestations sont un moyen clé par lequel la reconnaissance des droits fondamentaux a été gagnée.

En décembre dernier, le nouveau responsable des droits humains des Nations Unies, Volker Türk, a reconnu le rôle de la protestation dans l'action climatique, remerciant les nombreux jeunes qui se sont mobilisés. Il a ajouté que « nous devrions nous assurer que leur espace civique soit protégé et sauvegardé, et ne pas réprimer comme nous l'avons vu dans de nombreuses parties du monde ».

Photo par John MacDougall/AFP via Getty Images.

Un activiste de Greenpeace à moitié immergé dans la rivière Spree brandit une pancarte appelant à plus de financement pour la protection du climat pendant le débat parlementaire sur le budget fédéral 2024 à Berlin, en Allemagne, le 30 janvier 2024.

Les États devraient tenir compte de ses paroles. Il n'y a aucun espoir de vaincre les puissants intérêts particuliers qui empêchent l'action climatique si la société civile n'est pas en mesure de jouer tout l'éventail de ses rôles vitaux. Un espace civique ouvert et capable de fonctionner est essentiel pour faire face à la crise climatique et reléguer le déni climatique à l'histoire.

CONTACTEZ-NOUS

civicus.org

lens.civicus.org

info@civicus.org

/CIVICUS

@CIVICUSalliance

SIÈGE SOCIAL
25 Owl Street, 6ème étage
Johannesbourg, 2092
Afrique du Sud
Tel: +27 (0)11 833 5959
Fax: +27 (0)11 833 7997

BUREAU POUR L'ONU:
NEW YORK
We Work
450 Lexington Ave
New-York, NY 10017
États-Unis

BUREAU POUR L'ONU :
GENÈVE
11 Avenue de la Paix
Genève, CH-1202
Suisse
Tel: +41 (0)22 733 3435